



## Marché public n° 2025/Serv/03

### **Maintenance des installations thermiques et Ventilation**

**(P2 et P3)**

**UIOSS de Loir-et-Cher**

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**(CCAP)**

Marché public de service en procédure adaptée  
en application l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.



## Table des matières

I.	DEFINITIONS.....	5
II.	OBJET.....	5
III.	PARTIES AU MARCHÉ .....	6
1)	Le pouvoir adjudicateur .....	6
2)	Le titulaire .....	6
IV.	CADRE JUDICIAIRE ET PIÈCES CONTRACTUELLES .....	7
1)	Documents contractuels .....	7
2)	Formes des notifications .....	7
V.	ALLOTISSEMENT.....	7
VI.	LIEU D'EXECUTION .....	7
VII.	MODALITÉ D'EXECUTION .....	7
1)	Connaissance du site .....	8
2)	Sujétions normalement prévisibles.....	8
3)	Ordres de services .....	8
4)	Sous-traitance .....	9
VIII.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
1)	Mesures de sécurité et protection de la main d'œuvre.....	9
2)	Protection de l'environnement .....	10
3)	Changements affectant le titulaire.....	10
4)	Confidentialité et discrétion.....	10
5)	Obligations de sécurité.....	11
6)	Obligations de conseil .....	11
IX.	FIXATION DU PRIX ET SA REVISION .....	11
1)	Contenu des prix .....	11
2)	Forme des prix.....	11
3)	Modification des prix.....	13
4)	Révision des prix.....	13
X.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES .....	14
1)	Répartition des paiements .....	14
2)	Les avances.....	14
3)	Les acomptes.....	15
4)	Les délais de paiement.....	15
5)	Contenu et remise de la demande de paiement.....	16
6)	Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement .....	16



XI.	RETENUE DE GARANTIE.....	17
XII.	DELAIS D'EXECUTION .....	17
1)	Entrée en vigueur .....	17
2)	Délai d'exécution des prestations forfaitaires .....	17
3)	Délai d'exécution des prestations hors forfait .....	17
XIII.	PENALITES.....	18
1)	Pénalité pour retard dans les prestations de maintenance .....	18
2)	Pénalités pour non-conformité aux prescriptions contractuelles.....	18
3)	Modalité d'application des pénalités .....	19
XIV.	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	20
1)	Vérifications.....	20
2)	Déroulement des vérifications .....	20
3)	ADMISSION.....	20
4)	AJOURNEMENT.....	20
5)	Réfaction .....	21
6)	Rejet .....	21
7)	Délai de garantie .....	21
XV.	RESILIATION.....	22
1)	Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	22
2)	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général .....	22
3)	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	22
a.	En cours d'exécution du marché.....	22
b.	Après résiliation prononcée aux torts du titulaire.....	22
XVI.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL.....	23
1)	Obligation d'identification des travailleurs.....	23
2)	Lutte contre le travail dissimulé.....	23
3)	Emploi de travailleurs étrangers ou détachés.....	23
XVII.	AUTRES OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	24
1)	Assurance qualité .....	24
2)	Assurance responsabilité .....	24
3)	Responsabilité et certification.....	24
4)	Obligations générales du titulaire .....	24
5)	Obligations de conseil .....	25
6)	Obligations en matière d'hygiène et de sécurité .....	25
7)	Obligation d'informations .....	26



XVIII.	Obligation des organismes .....	26
XIX.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	26
XX.	REGLEMENT DES CONFLITS .....	26
XXI.	DEROGATION AU CCAG – FOURNITURES COURANTES ET SERVICES .....	27



## I. DEFINITIONS

Marché : tout contrat, marché ou accord cadre, conclu sur le fondement du code de la commande publique (ci-après « CCP »).

Marché public de service : marché ayant pour objet « la réalisation de prestations de services » selon l'article L. 1111-4 du CCP

Pouvoir adjudicateur : personne morale, de droit public ou privé, soumise au CCP, qui passe un marché ou l'exécute, seule ou conjointement.

Titulaire : opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques ayant conclu le marché public pour le compte du pouvoir adjudicateur.

CCAG – FCS : Cahier des Charges Administratives Générales – Fournitures courantes et services (induit celui de 2021 en vigueur au moment de la passation du marché).

## II. OBJET

Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (ci-après « CCAP ») concerne un marché public de service portant sur l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage et de ventilation des bâtiments de l'UIOSS situé au 6 rue Louis Armand 41000 BLOIS.

Les services mentionnés ci-dessus impliquent, de manière non exhaustive :

- La conduite, la surveillance, le réglage, l'équilibrage des installations, la maintenance et la conformité réglementaire de l'ensemble des installations incluses au marché ;
- L'ingénierie de maintenance (par la définition des plans de maintenance préventive et des niveaux de stock en pièces de rechange des différentes installations de façon à garantir les niveaux de service et de disponibilité spécifiés) ;
- La maintenance préventive ;
- La maintenance corrective P2 ;
- La maintenance corrective P3 ;
- Une assistance à l'organisme de contrôle pour les équipements soumis à des contrôles réglementaires et vérifications périodiques obligatoires compris dans son périmètre.

La consistance des services d'exploitation et de maintenance, ainsi que l'étendue des prestations sont décrites de manière détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « CCTP »).

Le CCTP contient la description, les plans ainsi que les spécifications techniques des ouvrages en question. Il contient également les annexes suivantes :

- Annexe 01 : liste des équipements
- Annexe 02 : liste des postes de maintenance et périodicité de maintenance
- Annexe 03 : Historique de consommation



### III. PARTIES AU MARCHÉ

Les parties au présent marché sont :

- Le pouvoir adjudicateur
- Le titulaire

#### 1) Le pouvoir adjudicateur

L'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (ci-après « UIOSS ») est l'instructeur du présent marché.

Le bâtiment de l'UIOSS regroupe la CPAM, la CAF et l'URSSAF.

L'UIOSS est également le maître d'ouvrage, au sens de l'article L. 2411-1 CCP. De ce fait, l'UIOSS est compétente pour la passation, et assure l'exécution du marché (émission des ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures).

L'UIOSS est représentée par sa directrice, Madame Delphine LEVY.

#### 2) Le titulaire

Le Titulaire s'engage à fournir lors de la réunion de lancement du marché les noms des personnes suivantes :

- Un responsable de site unique, responsable opérationnel et commercial de l'ensemble des activités générées par ce marché.
- Une équipe de techniciens qualifiés pour les travaux et les interventions faisant l'objet du présent marché.

En cas de groupement, l'acte d'engagement mentionne :

- La composition et la nature de l'éventuel groupement
- Les personnes habilitées à représenter chaque composante du groupement selon les principales phases du contrat

En cas de groupement de commande, ce dernier peut être solidaire ou conjoint conformément à l'article R. 2142-20 CCP.

Au visa de l'article R. 2142-24 CCP un mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement. Le mandataire devra assister à toutes les réunions organisées par le pouvoir adjudicateur.

En matière de pénalités, ces dernières sont réparties selon les indications données par le mandataire entre les co-traitants. A défaut d'indication dans un délai de 7 jours calendaires, les pénalités sont retenues sur le montant dû au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage.



## IV. CADRE JURIDIQUE ET PIÈCES CONTRACTUELLES

### 1) Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – FCS, les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières (La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et Le bordereau de prix unitaire (BPU)) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligations de résultat (Approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'OEAP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG - FCS) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

En cas de contradiction entre pièces constitutives du marché, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

### 2) Formes des notifications

Les articles 3.1 à 3.4 du CCAG – FCS sont seuls d'application.

## V. ALLOTISSEMENT

Ce marché n'est pas soumis à l'allotissement, il ne contient qu'un seul lot.

## VI. LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution de l'ensemble des prestations est :

6 rue Louis Armand

41015 BLOIS CEDEX

Les prestations de services et de maintenance pourront s'exécuter sur l'ensemble du bâtiment aux emplacements prédéfinis dans le CCTP et par le pouvoir adjudicateur.

## VII. MODALITE D'EXECUTION

Le titulaire exécutera les prestations objets du présent marché conformément aux textes législatifs, aux règlements, aux normes françaises, aux documents techniques et aux règles professionnelles en vigueur, et notamment ceux visés aux CCTP.



### 1) Connaissance du site

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance de la constitution des bâtiments et de la consistance de l'installation dont il assure l'exploitation. A cet égard, il importe de rappeler qu'une bonne connaissance de l'installation favorise l'identification des potentiels d'économies d'énergie.
- Pris connaissance de tous les plans utiles à la réalisation des prestations, des lieux et terrains et de tous les éléments généraux et locaux, en relation avec l'exécution des prestations ;
- Procédé à une visite du site, qui est au demeurant obligatoire, et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux accès et aux abords, à la topographie, à la nature des terrains, à l'organisation et au fonctionnement du chantier ;
- Contrôlé toutes les indications des plans et s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du pouvoir adjudicateur.

Ainsi, le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son prix d'une connaissance insuffisante des sites d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des prestations.

Le titulaire devra tenir compte de tous frais résultant de la présence de réseaux divers (eau, gaz, électricité, égouts...) et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection et leur maintien en service durant l'exécution des prestations.

### 2) Sujétions normalement prévisibles

L'attention du titulaire est attirée sur les sujétions résultants de l'exécution des prestations dans l'enceinte d'un bâtiment de la sécurité sociale.

Le maître d'ouvrage a toute liberté pour ordonner les mesures qui lui semblent nécessaires pour réduire au minimum les inconvénients prévisibles.

Ainsi, sur décision du maître d'ouvrage, le titulaire pourra être amené à arrêter momentanément les prestations perturbants le bon fonctionnement des activités de la sécurité sociale.

Il supportera en conséquence les éventuels décalages de planning, et toutes les dépenses qui y sont liés.

En outre, le titulaire devra prendre toutes les dispositions durant l'exécution des prestations afin d'assurer la sécurité et le confort du personnel, ainsi que des usagers, des tiers et de leurs biens.

### 3) Ordres de services

L'article 3.8 du CCAG – FCS est seul applicable.



#### 4) Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du CCP, ainsi que l'article 3.6 du CCAG – FCS la sous-traitance de ce marché est possible.

La déclaration au maître d'ouvrage de tout sous-traité, ainsi que le paiement direct pour les sous-traitants direct aux marchés supérieurs à 600 euros T.T.C. sont obligatoires.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par le maître d'ouvrage est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

La sous-traitance totale du présent marché est interdite.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application de mesures coercitives. Ainsi, lorsque le titulaire ne se conforme pas à la législation en matière de sous-traitance, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra joindre, en sus du DC4 :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- Les formulaires DC2
- Les qualifications du sous-traitant correspondant aux prestations sous-traitées
- Pour les sous-traitants directs, un relevé d'identité bancaire
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

De surcroît, toutes les obligations mises à la charge du titulaire du marché notamment en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ainsi que de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du titulaire. En cas de non-respect de ces dernières, le titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

## VIII. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 1) Mesures de sécurité et protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n° 87, 98, 29, 105, 100, 111, 138 et 182).

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage, se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions : le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatifs, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

## 2) Protection de l'environnement

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG – FCS applicable, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

## 3) Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter
- La forme de l'entreprise
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Son adresse ou siège social
- La cession d'une ou différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité
- Ses coordonnées bancaires
- Tout autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché

Le titulaire fait parvenir au pouvoir adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 à jour des modifications, ou pour les entreprises n'en possédant pas, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal d'annonce légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

## 4) Confidentialité et discrétion

Le titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5.1 du CCAG – FCS. Notamment, le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature, sous quelque forme que ce soit, sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont mentionnés à l'article 5.2.3 du CCAG - FCS.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des



sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

#### 5) Obligations de sécurité

Le titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Il revient à la charge du titulaire de les communiquer à son personnel.

#### 6) Obligations de conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché.

A cet égard, le titulaire conseille la personne publique et lui fait connaître les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour une meilleure efficacité de l'installation, notamment au regard des possibles économies d'énergie.

### IX. FIXATION DU PRIX ET SA REVISION

#### 1) Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses mentionnées à l'article 10.1.3 CCAG – FCS applicable.

Les prix sont établis hors T.V.A. Le taux de TVA à appliquer est conforme aux textes en vigueur lors de la réalisation des travaux.

Conformément à l'article 10.1.4 du CCAG - FCS lorsque le marché comporte des prestations de maintenance, la rémunération du titulaire à ce titre couvre notamment la valeur des pièces, éléments, et outillages nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée y compris les indemnités de déplacement.

#### 2) Forme des prix

Conformément aux articles R. 2112-9 à R. 2112-11 du CCP, les prix sont fermes pour la durée totale d'exécution du marché.

##### a. Le Prix forfaitaire

Le présent marché contient des prestations à prix forfaitaires, mais également des prestations à bons de commande. De facto, le marché est dit à prix mixte.

Les prestations de type P2 sont traitées à prix global et forfaitaire. Ce prix comprend l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations de base telles que décrites au sein du CCTP, et notamment :

- Les dépenses pour l'exécution complète des prestations P2 du marché,



- L'établissement de tous les documents, plans, notes de calcul, schémas, notices explicatives...
- Des frais résultants des mesures nécessaires pour la protection des équipements jusqu'à leur réception, ainsi que des biens du maître d'ouvrage situés dans les zones de chantier, de toute clôtures rendues nécessaires par les règles de sécurité, notamment à l'égard du public.
- Les sujétions imposées par la réalisation de mesures ou d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par le titulaire ou un organisme extérieur mandaté par le maître d'ouvrage.

Le prix forfaitaire est celui mentionné dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

En conséquence, il est expressément entendu que le titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans le CCTP.

b. Prix Unitaire – bons de commande

Les interventions hors forfait revêtent un caractère exceptionnel. Elles feront l'objet d'une demande de devis par l'organisme et seront rémunérées sur la base du tarif indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU).

Elles feront obligatoirement l'objet d'un devis et d'un bon de commande.

Les devis devront contenir :

- Référence du marché
- Nom et adresse de l'organisme
- Un numéro de référence du devis
- Lieu et objet des prestations
- Période ou date et durée de la prestation
- Montant HT de la commande
- Taux et montant de la TVA
- Le détail des pièces avec le prix de chaque pièce,
- La compétence de chaque intervenant, ainsi que le nombre d'heure et le taux horaire correspondant

Les bons de commande adressés par l'organisme, pour les interventions hors forfait, comprendront notamment les indications suivantes :

- Référence du marché
- Nom et adresse du Titulaire
- Référence du devis
- N° de commande
- Lieu et objet des prestations
- Période ou date et durée concernée
- Montant HT de la commande
- Taux et montant de la TVA
- Montant TTC de la commande

### 3) Modification des prix

Les parties se laissent la possibilité de se rencontrer pour évaluer l'impact financier causé en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicable en cours d'exécution du marché.

Cette modification est considérée comme imprévisible lorsqu'aucune des parties ne pouvait diligemment la prévoir jusqu'à la notification du présent marché, notamment parce qu'aucun projet ou qu'aucune proposition de loi ou toute modification par voie de décret n'ont été publiés.

Si les circonstances ci-dessus sont réunies, la partie la plus diligente informe par tout moyen permettant de prouver la réception du destinataire, de la mise en œuvre de la présente clause.

L'éventuelle modification du contrat qui en résulterait, fera impérativement l'objet d'un avenant écrit et signé des deux parties. Cet avenant ne pourra s'appliquer que pour l'avenir, à compter de la plus tardive des dates de signature des parties.

En l'absence d'un tel avenant, aucune modification ne sera apportée au contrat pour les circonstances prévues à la présente clause.

### 4) Révision des prix

Ces prix forfaitaires annuels et les prix du bordereau de prix resteront fermes et non révisables pendant la 1<sup>ère</sup> année d'exécution du marché. Cette année débutant à la date de notification du marché et s'achevant à sa date anniversaire.

Par la suite, ces prix sont révisés à la hausse ou baisse selon les modalités de révision ci-après.

Il sera demandé au Titulaire d'adresser sa révision de prix un mois avant le mois précédent la date anniversaire, date à partir de laquelle les nouveaux prix seront appliqués. Cet envoi comportera tous les éléments de détails du calcul de cette révision.

Le coefficient résultant de la formule de révision pris en compte pour le calcul des prix à réviser sera à 4 décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les prix initiaux du marché sont révisés annuellement à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant l'échéance, par application de la formule paramétrique ci-après :

↪ Composantes représentatives des frais de conduite et de petit entretien P2

$$P2 = P2_0 [0,85 (ICHT-IME / ICHT-IME_0) + 0,15 (FSD2 / FSD2_0)]$$

Dans laquelle :

- P20 = le prix de base marché
- P2 = le prix révisé et le prix de base marché.
- ICHT-IME0 = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques (identifiant : 001565183) – connu au moment de la remise des offres
- ICHT-IME = Dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques (identifiant : 001565183) - connu au 1<sup>er</sup> jour de la nouvelle période



- FSD20 = Indice des Frais et Services Divers « 2 » connu au moment de la remise des offres
- FSD2 = Dernier indice des Frais et Services Divers « 2 » connu au 1er jour de la nouvelle période

↳ Composantes représentatives du gros entretien P3

$$P3 = P3_0 [0,40 (ICHT-IME / ICHT-IME_0) + 0,60 (BT40/BT40_0)]$$

Dans laquelle :

- P30 = le prix de base marché
- P3 = le prix révisé et le prix de base marché.
- ICHT-IME0 = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques (identifiant : 001565183) - connu au moment de la remise des offres
- ICHT-IME= Dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques (identifiant : 001565183) - connu au 1er jour de la nouvelle période
- BT400 Indice BT du Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) – Base 2010 connu au moment de la remise des offres
- BT40 Dernier Indice BT du Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Base 2010 connu au 1er jour de la nouvelle période

## X. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le mode de règlement choisit par l'organisme est le virement bancaire.

### 1) Répartition des paiements

En cas de groupement, l'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et a ses cotraitants membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché, les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser l'ensemble des prestations. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

### 2) Les avances

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et suivants du CCP, une avance est accordée de droit au titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché est supérieur à 50.000euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le titulaire peut refuser cette avance.

Selon les dispositions de l'article R. 2191-7 lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 20% d'une somme à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimé en mois.





Ainsi, en cas d'éligibilité à l'avance et sauf renonciation du titulaire via l'acte d'engagement, le montant de cette avance est égal à :

$$20\% (12 \times \text{montant initiale marché TTC}) \div 36$$

Néanmoins si le titulaire du marché, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise, le taux minimum de l'avance est de 10%.

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à compter de la réception d'une première situation faisant état du montant de l'avance à verser.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avenant est effectué par précompte.

Conformément à l'article susmentionné l'organisme se réserve le droit de conditionner le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance. Les deux parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire. La constitution de cette garantie ne peut toutefois être exigée des personnes publiques titulaires d'un marché.

### 3) Les acomptes

Conformément aux articles L. 2191-4 et suivants du CCP le présent marché ouvre droit au versement d'acomptes. Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs et ne peuvent excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à 2 mois.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG – FCS, chaque demande d'acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

### 4) Les délais de paiement

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-23 à R.2191-31 du CCP.

Conformément à l'article R. 2192-10 du CCP, le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours pour les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier de l'établissement maître d'ouvrage, Monsieur Jean-Marie CHESNIN, Directeur Comptable et Financier de l'UIOSS 41.



Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

#### 5) Contenu et remise de la demande de paiement

Conformément à l'article 11.3 du CCAG – FCS la demande de paiement contient les informations suivantes :

- date d'émission ;
- la signature et le cachet du titulaire ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3 du CCAG – FCS ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG – FCS la remise de demande de paiement a lieu au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

#### 6) Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit à des intérêts moratoires, ainsi que des indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement conformément à l'article L. 2192-13.

Ces droits sont accordés dans les conditions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du CCP.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui du taux de la banque centrale européenne (BCE) en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, selon l'article R. 2192-31 du CCP.





Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé de manière réglementaire à quarante (40) euros.

## XI. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie peut être mise en place, conformément à l'article R. 2191-32, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celle formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le délai de garantie susmentionnée est d'un an.

Ainsi, le titulaire du présent marché est soumis à une retenue de garantie égale à cinq pour cent (5%) du montant T.T.C. initiale du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Cette dernière est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente (30) jours après la date de leur levée.

Le titulaire a la possibilité, durant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande, constituée pour le montant du marché. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

## XII. DELAIS D'EXECUTION

### 1) Entrée en vigueur

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG – FCS la date de début d'exécution des prestations est la date de notification dudit marché.

### 2) Délai d'exécution des prestations forfaitaires

Se référer à l'article « niveau de services à atteindre » au sein de l'article 9 du CCTP.

### 3) Délai d'exécution des prestations hors forfait

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG – FCS le délai d'exécution des prestations hors forfait, effectués à la suite d'un devis et l'émission d'un bon de commande, commence à la date de sa notification.

Lors de la commande de prestations et équipements spécifiques susmentionnés, c'est à dire hors forfait ; le titulaire s'engage, une fois l'ensemble du matériel reçu et dans un délai de 7

jours calendaire, à effectuer l'intervention ou les travaux mentionnés dans ledit bon de commande.

Si ce délai n'a pas été respecté les mêmes pénalités de retard que celles mentionnées au sein de l'article 13.4 du CCAP concernant les « pénalités pour non-respect du délai d'intervention » s'appliquent. »

### XIII. PENALITES

#### 1) Pénalité pour retard dans les prestations de maintenance

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14 du CCAG – FCS, en cas de retard ou de non-respect des délais d'interventions mentionnées au sein du présent CCAP ou du CCTP, imputable au titulaire dans l'exécution des prestations, et sans mise en demeure préalable, le titulaire subira une pénalité.

Si le délai d'intervention fixé contractuellement est journalier, une pénalité forfaitaire journalière, par jour ouvré de retard, égale à 1% du montant hors taxes de l'ensemble du marché est prononcé.

Si le délai d'intervention fixé contractuellement est calculé heure par heure, une pénalité forfaitaire horaire, par heure de retard, égale à 1% du montant hors taxes de l'ensemble du marché est prononcé.

Les pénalités précédemment mentionnées s'appliquent à tous types de délais (délai d'intervention, délai de d'astreinte...) exception faite des délais de transmission de documents.

En cas de retard dans la transmission de documents (production du rapport d'exploitation, éléments de contrôle des consommations, des relevés de compteurs, etc.) qui doivent être remis par le titulaire au maître d'ouvrage, une pénalité forfaitaire s'applique. Elle est égale à 300 euros par document et par jour ouvré de retard.

En cas de retard de mise en route ou d'interruption du chauffage, une pénalité forfaitaire s'applique. Elle est égale à 300 euros par jour de retard.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer ces pénalités s'il juge que l'absence ou le retard est dû à des causes étrangères et / ou indépendantes de la volonté du titulaire.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure (à quoi s'assimilent, par exemple, les interruptions dans la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau du fait des compagnies distributrices ou telle la période d'entretien annuel).

#### 2) Pénalités pour non-conformité aux prescriptions contractuelles

Le non-respect des exigences contractuelles, hormis celles mentionnées au point précédent, définies au sein des différents documents contractuels, donne lieu à l'application d'une pénalité de 50 euros par constat au manquement, et de 50 euros par jour calendaire jusqu'au retour à une situation conforme.



De manière non-exhaustive, sont considérées comme non-conformes les manquements suivants :

- Le non-respect du planning de maintenance, c'est-à-dire si la réalisation des opérations de maintenance n'a pas eu lieu au dernier jour ouvré du mois pour lequel la prestation a été planifiée, une pénalité de 150 euros est appliquée par opération, et de 150 euros par jour calendaire de retard après la date prévue.
- L'insuffisance ou l'excès de chauffage des locaux. La fourniture de chaleur est considérée comme insuffisante ou excessive si, la température intérieure diffère de la température contractuelle, des valeurs définies ci-après :
  - o La température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 2°C au moins pendant une période continue de vingt-quatre heures ;
  - o La température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 1°C au moins pendant une période continue de quatorze jours. Les températures intérieures relevées pendant les délais éventuellement prévus pour passer d'un régime à l'autre ne sont pas prises en compte.
- Absence de visite périodique obligatoire à la charge du titulaire, et non-respect d'obligations réglementaires (contrôle du disconnecteur, des installations électriques, du rendement des chaudières, etc.) ;
- Non tenue à jour du livret de chaufferie ;
- Absence aux réunions non justifiée ;
- Contenu du rapport d'exploitation non conforme au contenu fixé contractuellement ;
- Défaut d'entretien ;

Le retour à une situation conforme, précédemment mentionnée, est constaté par écrit par l'Organisme.

### 3) Modalité d'application des pénalités

Les non-conformités sont constatées par écrit, peu importe le support (mail, plateforme de suivi du titulaire, lettre, etc.), et sont produites par le pouvoir adjudicateur.

Les pénalités s'appliquent à la demande de l'acheteur, sur le ou les sites sur lesquels les non-conformités sont constatées.

Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du titulaire, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

L'application des pénalités ci-dessus est laissée à l'initiative du maître d'ouvrage qui conserve également la possibilité de refuser le travail réalisé par le titulaire, d'en prescrire la refaction totale ou partielle aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – FCS, le montant des pénalités est cumulatif et n'est pas plafonné.

De plus, l'ensemble des pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article susmentionné, l'ensemble des pénalités applicables au présent marché sont dues dès le premier euro.



## XIV. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

### 1) Vérifications

Conformément à l'article 27.1 du CCAG – FCS Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

### 2) Déroulement des vérifications

Par dérogation à l'article 27.2.1 du CCAG – FCS, les frais qu'entraîne la vérification sont à la charge du titulaire, que ces dernières doivent être exécutées dans ses locaux ou ceux de l'organisme.

Le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'organisme avisera le titulaire de la date fixé pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister. Néanmoins, l'absence du titulaire dûment avisé, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérifications.

Au regard de l'objet du marché, et par dérogation à l'article 28 du CCAG – FCS, seules des vérifications qualitatives pourront être effectuées par l'organisme.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG – FCS, le délai de vérification imposé à l'organisme est de 1 mois. Le point de départ du délai est la livraison conforme ou la mise en service au sein des locaux de l'UIOSS.

### 3) ADMISSION

Conformément à l'article 30.1 du CCAG – FCS, l'organisme prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du CCAP ainsi que du CCTP. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

### 4) AJOURNEMENT

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAP – FCS, lorsque l'organisme estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de cinq jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 5 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter.



A défaut, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

#### 5) Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG – FCS, si l'organisme estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée.

#### 6) Rejet

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG – FCS, si l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet total ou partiel.

La décision doit être motivée.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, dans un délai de 10 jour calendaire.

Si à l'expiration de ce délai, l'organisme ajourne une nouvelle fois les prestations, il peut, sans mise en demeure du titulaire, les faire exécuter aux frais et risques de ce dernier par un prestataire extérieur de son choix.

#### 7) Délai de garantie

Conformément à l'article 33.1 du CCAP – FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## XV. RESILIATION

Les dispositions de l'article 38 du CCAG – FCS sont applicables.

### 1) Résiliation du marché aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG – FCS, ainsi que :

- En cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- Lorsque le titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ;
- Lorsque le titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail.

### 2) Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

L'article 42 du CCAG – FCS est seul d'application.

### 3) Exécution aux frais et risques du titulaire

#### a. En cours d'exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de défaut et/ou mauvaise exécution par ce dernier d'une prestation, dans les conditions décrites à l'article 45 du CCAG – FCS.

Conformément à l'article 6.3 du guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, en cas de prestations déjà rejetées ou ajournées au moins une fois par le pouvoir adjudicateur, une résiliation et exécution aux frais et risques du titulaire est possible.

Les pénalités visées pour prestations non conformes continuent de s'appliquer pendant la période où la personne publique assure cette fourniture à la place du titulaire.

#### b. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du marché aux torts de ce dernier.

Dans ce cas, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.



L'augmentation des dépenses, par rapport au montant du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due au maître d'ouvrage.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

## XVI. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

### 1) Obligation d'identification des travailleurs

Le titulaire est tenu d'une obligation d'identification de toutes les personnes intervenant sur le chantier, doublée de l'obligation de tenir un registre établissant la liste exhaustive de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Ce registre doit être tenu à jour et mis à la disposition du maître d'œuvre et de toute autorité compétente. Sa production peut également être sollicitée par le maître d'ouvrage. Le respect de ces obligations s'impose également à l'ensemble des sous-traitants qu'ils soient directs ou indirects. Il appartient au titulaire d'en faire assurer le respect par ces derniers, tout en conservant l'entière responsabilité des personnes recrutées.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer à tout moment à l'ensemble des personnes présentes sur le chantier la « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics » ou « l'attestation provisoire » mentionnée aux articles R. 8292-1 et suivants du code du travail.

La non-présentation de cette carte implique de fait une expulsion du chantier de la ou des personnes, et une mise en demeure de l'entreprise titulaire de fournir la justification de la situation des salariés, ou de celle de ses cotraitants ou sous-traitants.

A défaut de production des justificatifs, le maître d'ouvrage adresse un signalement aux autorités en charge de la lutte contre le travail illégal.

### 2) Lutte contre le travail dissimulé

En application des articles D. 8222-5 du code du travail (ou D. 8222-7 pour un candidat établi à l'étranger), le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, l'attestation à jour de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations ou contributions.

### 3) Emploi de travailleurs étrangers ou détachés

En application des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail qu'il emploie ou que son sous-traitant emploie.

En application des articles R. 1263-12 et R. 1263-12-1 du code du travail, le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de fournir au maître d'ouvrage avant le début de



chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés sur le territoire national, une copie de la déclaration de détachement.

De même le titulaire, ses cotraitants et ses-traitants sont tenus de déclarer tout accident d'un travailleur détaché auprès de l'inspection du travail dans les conditions prévues aux articles L. 1262-4-4 et R. 1262-2 du code du travail.

## XVII. AUTRES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 1) Assurance qualité

L'entreprise doit mettre en œuvre toutes les dispositions permettant d'assurer que les études, la maintenance et les prestations sont conduits de façon telle que, à leur achèvement, les ouvrages et/ou installations maintenus par ses soins respectent les obligations contractuelles préétablies au sein des différents cahiers des charges.

La démonstration de cette démarche d'assurance qualité sera apportée, au minimum, par la remise au maître d'œuvre de fiches d'autocontrôle.

### 2) Assurance responsabilité

Le titulaire du marché, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants devront justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, qu'ils ont souscrit à une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des travaux (dit responsabilité civile).

Cette assurance doit être souscrite pour chaque année civile d'exécution des prestations.

Le titulaire devra, conformément aux législatifs et réglementaires, fournir annuellement une attestation d'assurance responsabilité civile générale.

### 3) Responsabilité et certification

Le titulaire du présent marché a une obligation de résultat, concernant l'ensemble du marché.

Le titulaire du marché reste entièrement responsable du résultat des prestations de maintenance.

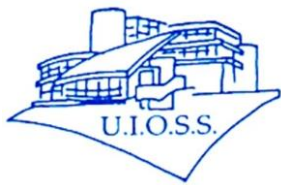
La conformité de prestations de maintenance des installations est regardée par rapport aux règlements et normes en vigueur, aux fonctionnalités décrites au sein du CCTP et aux performances par rapport aux différents essais de l'installation.

### 4) Obligations générales du titulaire

Le titulaire est soumis en permanence à une obligation de résultat.

Dans le respect des normes en vigueur et dans le but d'assurer dans le temps une fiabilité constante des matériels confiés, le titulaire du marché s'engage donc à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des prestations qui lui sont demandés, notamment :





- Avoir une organisation adéquate permettant d'assurer les obligations de service auxquelles il est tenu par le marché,
- Assurer une permanence téléphonique et d'intervention dans les délais fixés au présent marché,
- Mettre à disposition des ressources compétentes et notamment détacher lors des interventions un personnel de haute technicité,
- Garantir une grande rapidité d'exécution et d'intervention,
- Prendre contact avec le représentant technique de l'Organisme sur le site lors de chaque intervention,
- Assister et conseiller en permanence l'Organisme pour l'exploitation en dehors des opérations prévues au présent marché,
- Informer l'Organisme des mesures à prendre et des modifications à prévoir en fonction de l'usure des équipements,
- Mettre à jour les documentations et plans en fonction des travaux réalisés et de l'évolution des normes,
- Prendre en compte des objectifs de développement durable dont les améliorations de l'efficacité énergétique, la réduction des consommations énergétiques et des gaz à effet de serre,
- Remettre dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

#### 5) Obligations de conseil

Le Titulaire du marché est tenu à son obligation de conseil envers les organismes pour toutes les questions portant sur les équipements et les services associés, dans le cadre de l'exécution dudit marché.

Le Titulaire garantit la compatibilité du matériel fourni avec l'environnement technique des Organismes.

#### 6) Obligations en matière d'hygiène et de sécurité

Le titulaire demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité. Il devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés individuels et collectifs, conformes à la réglementation.

En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence un badge spécifique de leur fonction avec le nom de leur entreprise.

Le Titulaire soumettra son personnel aux dispositions des articles R 4512-6 à R 4512-11 du Code du Travail. Il participera à la mise en œuvre du plan de prévention prévu à l'article R 4512-7 du Code du Travail et à l'inspection commune et préalable des lieux d'exécution des opérations.

Préalablement à l'exécution des travaux sur le site, le Titulaire devra faire connaître au représentant de l'Organisme les renseignements suivants : date d'arrivée du personnel qualifié, nombre prévisible de salariés affectés par intervention et pour la durée de l'opération, nom et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel.



Il devra, par ailleurs, faire connaître aux représentants des organismes tous les changements de personnel affecté aux opérations, intervenant en cours d'exécution.

Le Titulaire devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de son personnel dans les locaux des Organismes et ce, quarante-huit (48) heures avant l'arrivée du personnel concerné sur le site.

#### 7) Obligation d'informations

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG - FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'œuvre les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### XVIII. Obligation des organismes

Les Organismes s'engagent à :

- Permettre au personnel du Titulaire, l'accès à leurs locaux aux heures déterminées d'un accord commun,
- Mettre à la disposition les informations utiles à la réalisation de l'intervention, dans les meilleures conditions de sécurité,
- Mettre à la disposition un interlocuteur habilité à fournir tout renseignement utile sur l'équipement, visé par le marché

### XIX. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'article 5.1 du CCAG – FCS est d'application directe.

### XX. REGLEMENT DES CONFLITS

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable, dans un premier temps, les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.



En cas de litige, notamment, sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 46.1 du CCAG – FCS, le tribunal administratif d'Orléans sera compétent pour trancher le litige.

**Tribunal administratif d'Orléans**

28 rue de la Bretonnerie

45057 Cedex 1

Tél : 02.38.77.59.00

Mail : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

**XXI. DEROGATION AU CCAG – FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

<u>Article du CCAP</u>	<u>Article du CCAG – FCS</u>
IV. documents contractuels	4.1
VIII. Protection de l'environnement	7.2
XIII. Pénalités	14
XIV. Vérifications et admissions des prestations	27 ; 28 ; 28.2 ; 30.2.1 ; 30.3 ; 30.4